



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les communautés locales d'Afrique réclament justice et droits fonciers face aux abus commis par le groupe belge SIAT

21 septembre 2023. En cette Journée mondiale de lutte contre la monoculture d'arbres, les communautés locales touchées par les activités du groupe belge SIAT se lèvent pour dénoncer les multiples atteintes à leurs droits. Du Ghana au Nigeria en passant par la Côte d'Ivoire, ces communautés exigent avec détermination la résolution des conflits fonciers et sociaux qui perdurent depuis une décennie dans les plantations de palmiers à huile et d'hévéas de SIAT.

Le groupe SIAT, qui cultive plus de 76 000 hectares dans cinq pays d'Afrique et d'Asie, est spécialisé dans la production de caoutchouc et d'huile de palme. Des multinationales telles que Unilever (Royaume-Uni), Nestlé (Suisse), Michelin (France) et Goodyear (États-Unis) s'approvisionnent en matières premières auprès de SIAT. Cependant, les communautés locales portent de graves accusations contre l'entreprise : accaparement de terres, déforestation, violations des droits humains, atteinte à la sécurité alimentaire, etc. Les communautés affectées du Ghana, de Côte d'Ivoire et du Nigeria se sont mobilisées avec d'autres dans l'Alliance informelle contre les plantations industrielles en Afrique de l'Ouest et du Centre pour exiger que justice soit faite.

En Côte d'Ivoire, la Banque NSIA, filiale du groupe financier panafricain, a récemment saisi la plantation de la Compagnie hévéicole de Prikro (CHP), appartenant au groupe SIAT en Côte d'Ivoire. Cela en raison de l'incapacité de la société à s'acquitter de ses obligations financières.

"Ce nouvel incident confirme le manque de respect manifesté envers nos communautés. Personne ne nous a consultés. En réalité, nous sommes les seuls à avoir le droit de saisir la plantation. Cela fait plus de 10 ans que nous dénonçons cet accaparement de nos terres", explique Sinan Ouattara, porte-parole du Roi d'Andoh. Les communautés affectées par les activités de CHP ont décidé, avec l'aide d'avocats, de faire valoir leurs droits auprès du groupe SIAT. Elles estiment n'avoir jamais été ni consultées, ni reçu réparation pour les dommages subis depuis l'arrivée de l'entreprise sur leurs terres. Au-delà de la prise de leur terre et de la destruction de leurs cultures et d'une forêt sacrée, elles dénoncent la complicité de SIAT dans la répression continue qu'elles subissent depuis 2013. Rien qu'en 2015, cette répression a mené à la mort de 2 personnes, l'arrestation et la détention arbitraire de près de 70 personnes, et à des dizaines de blessés.

Pendant ce temps, au Ghana, les rues résonnent des revendications des communautés : la restitution des terres, des conditions de travail dignes, la cessation de la violence et la dénonciation de la dégradation de l'environnement due aux pratiques de monoculture. Une grande manifestation se déroule aujourd'hui dans les plantations du groupe.

Au Nigeria, on apprend que Saroafrika, l'une des principales entreprises agroalimentaires africaines, est en négociation pour acquérir une participation de 86 % dans la société SIAT, basée en Belgique. En ce 21 septembre, les communautés nigérianes adressent une lettre à la Commission fédérale de la concurrence et de la protection des consommateurs (FCCPC), exigeant la résolution de tous les conflits comme condition à la validation par la Commission du rachat par Saroafrika des parts de la famille belge aux commandes de l'entreprise. Les populations avertissent :

"Nous continuerons à réclamer nos terres et nos droits, ainsi que la protection de nos forêts et systèmes alimentaires locaux que ce soit auprès de Pierre Vandebecq, fondateur belge et PDG de SIAT group, ou des dirigeants de Saroafrika, s'ils confirment la reprise de l'entreprise qui a accaparé nos terres !"

Ces communautés, qui ne se laissent pas décourager par la puissance des entreprises, restent déterminées à sauvegarder leurs droits et à éradiquer les pratiques déloyales de SIAT. Elles appellent la communauté internationale à se rallier à elles, en plaidant pour un avenir plus juste et durable.

Pour plus de détails, les demandes de renseignements de la presse peuvent être adressées à :

Presse belge

- Francesca Monteverdi, Entraide et Fraternité, T: +32 456152125 – francesca.monteverdi(at)entraide.be
- Florence Kroff, FIAN Belgium, T: +32 475845624 – florence(at)fian.be

Presse africaine

- Sinan Ouattara Issifou (français), Représentant des communautés locales de Famienkro, Côte d'Ivoire, T : +225 0707364967 – lupote86(at)gmail.com
- Daleba Nahounou Pierre Loutti (français), Jeunes Volontaires pour l'Environnement, Côte d'Ivoire, T : 225 0747272953 – nahounou24(at)yahoo.fr
- Wisdom Koffi Adjawlo (anglais), Youth Volunteers for the Environment, Ghana, T: +233 249648407 – adzawlo01(at)yahoo.fr
- Rita Uwaka (anglais) : Coordinatrice du programme Forêt & Biodiversité des Amis de la Terre Afrique, Nigeria, T: +234 8034553503 – riouwaka(at)gmail.com